



La FSU-Allier et ses syndicats de l'enseignement du 1^o degré (FSU-SNUIPP 03) et du second degré (SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU), attirent l'attention des membres du CDEN de ce lundi 4 mars sur la situation de crise politique que connaît l'Education nationale. Nous alertons depuis longtemps sur la situation d'urgence que connaît l'école publique pour continuer à jouer son rôle indispensable à la République. Ces derniers mois cette situation a conduit à une crise politique du ministère et de l'institution.

Après l'échec du « Pacte enseignant » qui s'attaquait aux métiers et aux statuts des personnels lors de la dernière rentrée, le turboministre Gabriel Attal a lancé un wagon de réforme abusivement dénommées le « choc des savoirs », juste avant sa promotion. Le ministère passa alors entre les mains de la ministre des Jeux Olympiques et des écoles privées, moment mémorable dont nous n'avions pas besoin. Comme nous sommes censés avoir une ministre à présent, les syndicats, parents et amis de l'école publique déjà rassemblés devant le CDEN le 14 février dernier lui ont écrit, le 19 février, à propos de la carte scolaire dans l'Allier, à l'ordre-du-jour du présent CDEN.

Celui-ci se tient donc alors que nous sommes dans l'attente de sa réponse. La question de la carte scolaire dans l'Allier participe de la crise politique présente de l'Education nationale. Nous avons compris que préfecture et Inspection d'académie ont bien noté l'ampleur des mobilisations du printemps 2023. Vous pouvez constater qu'avec cette fois-ci 14 postes en moins se traduisant, à l'entrée de ce CDEN, par 18 fermetures, les mobilisations de 2024 ont proportionnellement autant d'importance que celles de l'an dernier. Nous souhaitons, Md. leLe Préfet et Md. la Dasen, que vous en compreniez, et que Md. La Ministre en comprenne, les raisons développées dans notre lettre commune, que nous joignons à cette déclaration pour qu'elle figure au PV. Nous ne demandons pas un traitement particulier pour l'Allier quand nous expliquons que des tendances existent à une reprise économique et démographique, mais qu'une offre de services publics en régression peut les étouffer, et sont en contradictions avec beaucoup de discours publics ainsi qu'avec les investissements locaux.

C'est une question de choix politique. Et si l'on nous dit que ce choix est rendu plus difficile encore par la baisse supplémentaire du budget de la nation de 10 milliards d'euros, prise par un simple décret le 22 février, alors nous invitons chacun à confronter deux chiffres qui montrent bien qu'il s'agit de choix à faire : ce sont 4,5 milliards qui sont prévus pour financer l'extension du Service National Universel et les uniformes, alors que les mesures salariales prises dans l'Education nationale représentent 3,6 milliards.

S'il s'en tient aux documents sur lesquels il s'ouvre, ce CDEN ne conclura pas les mobilisations pour l'école publique dans l'Allier. Dans les prochaines semaines, la volonté sociale de vraies mesures pour l'école publique, rejetant le prétendu « choc des savoirs » qui, d'emblée, met en difficulté de nombreux collèges, va monter, du 8 mars, journée internationale pour l'émancipation des femmes, à la grève pour les salaires dans la fonction publique le 19 mars. Croyez-bien que nous ferons en sorte que les besoins de l'école publique dans l'Allier soient présents dans les mouvements qui s'annoncent.